

Un réseau public de services de garde : Bénéfique pour les parents, les enfants, les travailleur(euses)s et l'économie

Présentation d'Unifor dans le cadre de l'examen des services de garde en Nouvelle-Écosse

Mai 2015

*Nous remercions les nombreuses personnes qui ont rendu possible notre
présentation, notamment :*

*Mike Yam, représentant national
Service de recherche d'Unifor*

*Lisa Kelly, directrice
Service de la condition féminine d'Unifor*

*Susan Gill, présidente
Section locale 4600 d'Unifor*

*Lisa Gentile, présidente de l'unité de négociation
Town Day Care, section locale 4600 d'Unifor*

*Joanne Kressner, présidente de l'unité de négociation
Peter Pan Day Care, section locale 4600 d'Unifor*

*Nous remercions nos membres des centres de la petite enfance Town Day Care et
Peter Pan Day Care de leurs efforts inlassables et de leur travail assidu ainsi que
les parents de leur soutien indéfectible.*



Contexte

En procédant à un examen du secteur réglementé des services de garde en Nouvelle-Écosse, le ministère de l'Éducation et du Développement de la petite enfance démontre la volonté du gouvernement d'améliorer le réseau de services de garde. Unifor appuie les objectifs de l'examen énoncés par le Ministère : accroître l'accessibilité des services de garde pour les familles, rehausser la qualité des programmes de garde et favoriser le développement des travailleurs du secteur des services de garde. Éclairé par les recommandations d'Unifor et des membres de la communauté à la grandeur de la province, le gouvernement a une excellente occasion d'apporter des changements durables au secteur des services de garde pour élever le niveau de vie des familles néo-écossaises et renforcer l'économie.

Les effets bénéfiques d'un réseau de services de garde accessibles et de haute qualité sont bien documentés et communément admis au Canada. Un réseau de services de garde accessibles permet aux parents de travailler ou de suivre les études et la formation nécessaires pour décrocher un emploi de qualité. Des services de garde plus abordables offrent de nouvelles avenues aux nombreuses familles qui ont de la difficulté à boucler leur budget, favorisent l'égalité des femmes et réduisent la pauvreté. Des services de garde de haute qualité sont essentiels pour assurer le développement sain et le bien-être des enfants, y compris ceux qui ont des besoins particuliers.

Le soutien et le développement des travailleurs du secteur des services de garde permettent de rehausser la qualité des services et de stabiliser la main-d'œuvre. Les fournisseurs de services de garde dépensent leur salaire de subsistance dans leur collectivité, ce qui entraîne des retombées économiques locales.

Les investissements dans les services de garde stimulent l'économie et engendrent des retombées socioéconomiques considérables pour la société. Chaque dollar investi dans les services de garde fait augmenter le PIB de 2,30 \$. Ce rendement est supérieur à celui des investissements effectués dans l'industrie de la construction et le secteur manufacturier. Qui plus est, chaque million de dollars investi dans les services de garde crée jusqu'à 40 emplois, élargit l'assiette fiscale de la province et dynamise les collectivités locales.¹ Les garderies représentent non seulement un service important auquel les familles devraient avoir accès, mais aussi un moteur économique essentiel que le gouvernement provincial devrait alimenter.



¹ Congrès du travail du Canada. « Budget Watch 2015 Backgrounder », 2015.

Problèmes

Disponibilité des places

Les familles néo-écossaises ont de plus en plus de mal à trouver des places réglementées en service de garde pour leurs enfants. Comme les collectivités sont mal desservies en matière de places et de centres de la petite enfance réglementés, les parents doivent envisager d'autres options, même s'ils sont inscrits sur de longues listes d'attente. En Nouvelle-Écosse, on estime qu'il y a des places réglementées pour 13 % des enfants de 0 à 12 ans et qu'il y a des places réglementées à temps plein ou partiel pour 23 % des enfants de 0 à 5 ans en garderie.²

« En tant que mère monoparentale, j'avais besoin de services de garde pour terminer mes études universitaires et commencer à travailler. Les listes d'attente des garderies sont longues et décourageantes, mais c'est la seule option de bien des parents, surtout ceux qui comptent sur la subvention. »

- Samantha Bonaparte, mère, Town Day Care

Dans bien des cas, les parents qui songent à réintégrer la population active, des femmes pour la plupart, décident de retarder leur entrée sur le marché du travail pour s'occuper eux-mêmes de leurs enfants. Cette situation limite leur capacité à poursuivre leurs objectifs de carrière et leurs perspectives économiques à court et à long terme.

Dans d'autres cas, les parents comptent sur les garderies non réglementées, lesquelles ne sont pas assujetties aux mêmes règlements provinciaux et pratiquent parfois des tarifs beaucoup moins abordables. Les parents subissent donc une pression financière supplémentaire. En outre, leurs enfants ne reçoivent peut-être pas des services de qualité égale à ceux des centres réglementés ou gérés par un conseil scolaire.



Abordabilité des services de garde

En Nouvelle-Écosse, les parents assument en grande partie le coût des services de garde par le paiement de tarifs. En 2012, le tarif médian oscillait entre 26 et 36 \$

² Childcare Resource and Research Unit et Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes. « Trouver des services de garde de qualité : Guide à l'intention des parents », 2015.

par jour, selon l'âge des enfants.³ Les services de garde réglementés, dont le coût totalise près de 800 \$ par mois, sont tout simplement hors de portée pour un grand nombre de familles. Ensemble, la pénurie de place et les tarifs élevés restreignent l'accessibilité des services de garde, un problème qui touche de manière disproportionnée les femmes et les familles à faible revenu de la Nouvelle-Écosse.

« Les tarifs de garde posent aussi problème. Quand je fréquentais l'université, les tarifs de garde posaient problème malgré la subvention. Une fois que j'aurai décroché un emploi de qualité, je ne serai plus admissible à la subvention. C'est encore un problème pour une mère monoparentale [...] Impossible d'y trouver son compte. »

- Samantha Bonaparte, mère, Town Day Care

Quant aux parents qui ont les moyens de payer des frais de garde, ils doivent faire des choix difficiles. Les services de garde arrivent au deuxième rang des dépenses les plus élevées de bien des familles, après le logement. Ce fardeau financier finit même par alourdir l'endettement des familles, car il empêche les parents, les femmes surtout, d'avancer dans leur carrière et de répondre à d'autres besoins essentiels. Notre province doit se poser les questions suivantes : Cette situation est-elle équitable pour nos familles? Quelle incidence a-t-elle sur la santé économique de nos collectivités locales?

La structure du secteur influe également sur l'abordabilité et l'accessibilité des services de garde. La moitié des garderies appartient à des entreprises privées à but lucratif.⁴ Même si elles sont réglementées, les garderies à but lucratif ont pour objectif premier de réaliser des bénéfices. Par conséquent, elles sont plus susceptibles de réduire leurs coûts, de maintenir les salaires de leurs employés à un bas niveau et d'augmenter leurs tarifs de garde. La prolifération et la forte présence des garderies à but lucratif restreignent davantage l'accessibilité des services de garde, font stagner les salaires des fournisseurs de services de garde et alourdissent le fardeau financier des familles ayant des enfants.

Qualité des services de garde

Évidemment, il est primordial que les garderies satisfassent à des normes particulières. Après tout, les parents leur confient leurs enfants! Bien qu'ils soient importants pour les aspects touchant notamment les ratios, l'alimentation, les activités extérieures, la participation des parents et la santé et la sécurité, *La Day Care Act* et ses règlements connexes n'établissent que des normes minimales pour assurer un certain niveau de qualité. Les garderies devraient être en mesure de dépasser ces normes minimales et d'offrir des services de qualité supérieure.

³ Childcare Resource and Research Unit et Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes. « Trouver des services de garde de qualité : Guide à l'intention des parents », 2015.

⁴ Childcare Resource and Research Unit et Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes. « Trouver des services de garde de qualité : Guide à l'intention des parents », 2015.

« Une fois qu'ils obtiennent leur diplôme et intègrent le marché du travail, les travailleurs réalisent rapidement que leur salaire n'est pas suffisant [...] Ils quittent rapidement le domaine pour un autre emploi. Nous avons des éducateurs de la petite enfance dévoués, formés et aimants dans notre province [...] Nous devons faire en sorte que nous puissions demeurer dans le domaine que nous avons choisi. »

- Lisa Gentile, présidente de l'unité de négociation d'Unifor, Town Day Care

Bon nombre de garderies, surtout celles qui dépendent du financement provincial, sont à court de ressources. Elles ne peuvent donc pas dépasser les normes minimales pour, par exemple, embaucher plus d'employés, intégrer davantage l'engagement communautaire, accroître le soutien aux enfants ayant des besoins particuliers, augmenter la valeur nutritive des repas, améliorer l'aménagement de leurs locaux et mettre au point des méthodes pédagogiques plus efficaces. Les enfants passent beaucoup de temps dans les garderies pendant une phase cruciale de leur développement. Ils doivent bénéficier de ressources adéquates et d'un environnement d'apprentissage qui encourage leur développement sain.

Conditions de travail

Il est important de reconnaître que ce sont les travailleurs de première ligne qui favorisent la santé des enfants dans les garderies, stimulent leur développement et assurent leur sécurité. Les travailleurs de première ligne du secteur des services de garde doivent surmonter une foule de difficultés au quotidien. Voilà pourquoi il faut les soutenir et les récompenser en conséquence. Ils jouent un rôle essentiel auprès des parents, des écoles et des organismes communautaires. Les travailleurs de première ligne tels que les éducateurs de la petite enfance consacrent beaucoup de temps et de ressources à l'obtention de leur diplôme ainsi qu'à leur perfectionnement professionnel continu.



« En toute honnêteté, je peux affirmer que tous nos employés sont ici pour une seule et unique raison : l'amour des enfants [...] Nous offrons nos services à divers membres de notre communauté et nous faisons face à de nombreuses difficultés. Nous sommes là pour les mères et les pères célibataires qui essaient de réussir dans la vie [...] Nous fournissons un service essentiel. »

- Joanne Kressner, présidente de l'unité de négociation d'Unifor, Peter Pan Day Care

Pourtant, les éducateurs de la petite enfance de la Nouvelle-Écosse, par exemple, sont les moins rémunérés au pays. Leur salaire moyen est inférieur de 22 % à la moyenne nationale.⁵ Les travailleurs de première ligne sont souvent appelés à assumer le rôle de joueur d'utilité et à accomplir des corvées de nettoyage, d'entretien et de préparation des aliments, notamment. Ils remplissent souvent de la documentation et des rapports d'étape ou effectuent d'autres tâches pendant l'heure du dîner ou après leur journée de travail.

Les travailleurs de première ligne constituent le principal groupe de pression qui revendique l'amélioration de l'accessibilité et de la qualité des services de garde en Nouvelle-Écosse. Par contre, il n'y a qu'un seul moyen d'y parvenir : investir suffisamment dans les services de garde et favoriser le développement des travailleurs de première ligne. Les questions relatives à la rémunération, au perfectionnement professionnel, au soutien du personnel, aux niveaux de dotation et à l'application des normes de qualité font partie intégrante du tableau.

Town Day Care : Pleins feux sur la crise

D'une durée de 4 jours, la grève récente de 15 membres d'Unifor travaillant au centre de la petite enfance Town Day Care, situé à Glace Bay, a assurément permis de braquer les projecteurs sur les problèmes touchant le secteur des services de garde en Nouvelle-Écosse. Ces éducateurs de la petite enfance, cuisiniers et préposés à l'entretien se sont vus contraints de déclencher une grève. Bravant le froid du mois de mars, ils se sont battus pour améliorer leur milieu de travail et leurs conditions de travail.

« Je travaille dans ce domaine depuis plus de 25 ans, sans toutefois gagner un salaire beaucoup plus élevé que le salaire minimum. C'est déplorable [...] Je suis la principale source de revenu de ma famille, et j'ai de la difficulté depuis longtemps à vivre avec un salaire de misère, mais je le fais parce que j'aime mon travail et les enfants à qui j'enseigne. »

- Mary MacAulay, éducatrice de la petite enfance, Town Day Care

Le centre de la petite enfance Town Day Care a une fière tradition dans sa collectivité, notamment comme pionnier de la prestation de services de qualité aux enfants ayant des besoins particuliers. Il a demandé à ses employés, dont les salaires étaient demeurés bas et n'avaient pas suivi le rythme de l'augmentation du coût de la vie au cours des années précédentes, d'accepter un gel général des salaires, tout en continuant de maintenir le centre à flot en offrant des services de

⁵ Conseil sectoriel des ressources humaines des services de garde à l'enfance. « Oui, ça nous touche encore : Une enquête auprès des garderies éducatives et des centres CPE au Canada », 2013.

qualité à 84 enfants, dont de nombreux enfants ayant des besoins particuliers, avec des ressources limitées.

Ces dernières années, les subventions gouvernementales accordées au centre, comme la Early Childhood Enhancement Grant (ECEG), ou subvention de renforcement du secteur de la petite enfance, et la Supported Child Care Grant (SCCG), ou subvention de soutien aux établissements, n'ont pas augmenté, malgré la hausse de ses coûts d'exploitation annuels. En outre, le centre a subi une pression financière supplémentaire en raison de la rénovation de ses infrastructures vieillissantes, les améliorations apportées aux immobilisations n'étant pas financées par l'ECEG ou la SCCG.

« Nous sommes arrivés à un point où nous ne pouvons simplement plus continuer sans une forme d'aide quelconque du gouvernement, comme la hausse de nos allocations quotidiennes. »

- Sally MacLeod, présidente du conseil d'administration, Town Day Care

Pendant ce temps, le centre faisait tout ce qu'il pouvait pour maintenir les tarifs de garde à des niveaux qui n'étaient pas prohibitifs. La grève a révélé que de nombreux parents accusaient des arriérés de paiement (parfois des sommes considérables), ce qui affectait la santé financière du centre. Malheureusement, le centre était coincé entre l'arbre et l'écorce : offrir une certaine souplesse de paiement aux parents dans le besoin ou refuser d'accueillir leurs enfants. On devrait féliciter le centre d'avoir le courage d'offrir cette souplesse sans refuser de fournir des services de garde à des parents qui n'auraient pas les moyens de les payer autrement. Néanmoins, cette souplesse ne devrait pas être unilatéralement assurée par les salaires des employés.



Manifestement, la grève a fait ressortir plusieurs problèmes : les travailleurs ne recevaient pas le salaire ni le soutien qu'ils méritaient, le gouvernement n'accordait pas un niveau de financement suffisant au centre et les services de garde coûtaient trop cher pour un grand nombre de familles locales. Afin de régler la grève, le syndicat et l'employeur ont accepté, notamment, de se rencontrer tous les trimestres pour examiner les documents financiers détaillés du centre et trouver des solutions aux problèmes décelés. Cette initiative démontre que les deux parties s'engagent ensemble à veiller à ce que les parents aient les moyens de confier leurs

enfants au centre, que les enfants bénéficient des services de la meilleure qualité possible et que les employés soient suffisamment rémunérés et soutenus comme il se doit dans leur développement. Les deux parties conviennent qu'il est essentiel que le

gouvernement aide davantage le centre, notamment sur le plan du financement, et qu'il s'engage à réaliser ces objectifs.

Recommandations

Engagement à l'égard d'un réseau universel de services de garde en Nouvelle-Écosse

Le seul moyen de fournir des services de garde abordables et de haute qualité aux familles néo-écossaises et d'offrir une rémunération suffisante aux travailleurs du secteur des services de garde consiste à créer un réseau public cohérent de services de garde à la grandeur de la province. À l'heure actuelle, le secteur des services de garde comprend des établissements autonomes avec ou sans but lucratif dont le financement provient de diverses enveloppes budgétaires provinciales. La Nouvelle-Écosse se classe parmi les pires provinces en ce qui a trait aux dépenses budgétaires dans les services d'éducation de la petite enfance, à la proportion d'enfants de 2 à 4 ans inscrits à un programme d'éducation de la petite enfance et à la rémunération des éducateurs de la petite enfance.⁶

Le gouvernement doit prendre une première mesure audacieuse en s'engageant à établir un réseau universel de services de garde dans toute la province. La province de Québec a réussi à prouver qu'un réseau cohérent et intégré était bénéfique tant pour elle que pour les familles grâce à des services abordables et de haute qualité. La Nouvelle-Écosse pourrait également suivre l'exemple du Manitoba, dont le gouvernement a récemment pris des mesures concrètes pour réaliser son engagement de garantir un accès universel aux services d'apprentissage et de garde des jeunes enfants.

Vision et étapes concrètes menant à un réseau universel

La nouvelle vision de la Nouvelle-Écosse s'articulerait autour d'un engagement à l'égard d'un réseau reposant sur des piliers et des principes généraux : l'universalité, le financement public, l'absence de buts lucratifs, la réglementation, l'excellente qualité, l'intégration complète des services, l'inclusion sociale et le respect des droits des communautés autochtones.

Toute vision a besoin d'un plan concret. Au Manitoba, le gouvernement a créé une commission composée d'experts de diverses disciplines liées à l'apprentissage et à la garde des jeunes enfants afin d'établir une feuille de route concernant la façon dont il peut s'y prendre pour atteindre l'objectif de procurer un accès universel aux services d'apprentissage et de garde des jeunes enfants. La Nouvelle-Écosse devrait imiter ce modèle tout en prenant immédiatement des mesures pour alléger la pression que subissent actuellement les parents et les exploitants du secteur.

⁶ Centre Atkinson de l'Institut d'études pédagogiques de l'Ontario. « Rapport sur l'éducation à la petite enfance 2014 », 2014.

Soutien à court terme visant à régler les problèmes au plus vite

Unifor recommande au gouvernement de mettre sur pied et d'instaurer un réseau universel de services de garde fondé sur des principes fondamentaux, mais il est conscient qu'il est impossible de réaliser cet engagement du jour au lendemain. Comme l'a démontré la grève des employés du centre de la petite enfance Town Day Care, nous sommes en situation de crise et nous ne pouvons pas attendre la solution durable. Parallèlement, le gouvernement devrait prendre des mesures pour régler au plus vite les problèmes que rencontrent les familles, les travailleurs et les centres de la petite enfance.

À court et à moyen terme, l'aide gouvernementale devrait atteindre les résultats suivants :

- 1) accroître le nombre de places réglementées en service de garde en Nouvelle-Écosse;
- 2) fixer un tarif maximum pour les services de garde;
- 3) établir une grille salariale pour les éducateurs de la petite enfance.

Les options permettant d'accroître l'idée immédiate afin d'améliorer l'accessibilité et l'abordabilité des services de garde comprennent les suivantes :

- augmenter les transferts de fonds par l'intermédiaire de l'ECEG afin d'accroître l'aide destinée aux garderies et aux fournisseurs de services directs de garde aux enfants;
- augmenter les transferts de fonds par l'intermédiaire de la SCCG afin d'offrir davantage de programmes et de soutien aux enfants ayant des besoins particuliers;
- accroître le financement et élargir les critères d'admissibilité au Child Care Subsidy Program pour qu'un plus grand nombre de parents aient accès aux services offerts;
- établir des points de référence pour les subventions provinciales destinées aux exploitants en ce qui concerne les tarifs de garde (p. ex. plafonds), les salaires des travailleurs et les exigences en matière de rapport;
- assurer une meilleure gestion publique du secteur en collaborant avec des exploitants sans but lucratif à l'amélioration des pratiques administratives et de la gestion des garderies;
- explorer la possibilité d'établir des liens entre les garderies sans but lucratif et les infrastructures publiques sous-utilisées.

Conclusion

Les membres d'Unifor, ainsi que des milliers d'autres travailleurs de la Nouvelle-Écosse, offrent des services de garde tous les jours et sont donc bien placés pour



formuler des recommandations sur l'amélioration du secteur à la lumière de leurs expériences collectives.

Nous croyons qu'un réseau solide de services de garde est crucial pour le développement de collectivités saines, le renforcement des économies locales et l'égalité des femmes. Dans cette phase critique, le gouvernement a l'occasion de suivre la même voie que d'autres provinces en prenant des mesures audacieuses pour mettre en place un réseau public et universel de services de garde et en

s'assurant que les parents et les collectivités ont accès à des services de qualité offerts par des effectifs soutenus.

lgsepb343